Article 100 (vote par anticipation des employés de chemins de fer, marine, etc.).

M. DUFF: Quand nous avons examiné cet article, il y a quelques jours, je m'y suis opposé en prétendant que c'était une législation de classe. Il donnera à certaines gens une facilité de voter qu'il n'accordera pas à d'autres. Je dis donc, monsieur le président, que c'est une législation de classe et dans l'intérêt de tous les électeurs du Canada, cet article devrait être supprimé.

L'hon. MACKENZIE KING: Je dois appeler l'attention du comité sur une particularité de ce paragraphe. Il dit avec sa rédaction actuelle: "Tout employé de chemin de fer, marins, voyageurs de commerce ou autre personne", etc. Mais, "ou autre personne" signifie "tout autre personne". J'estime que les classes qui ont l'avantage de pouvoir voter par anticipation devraient être désignées d'une manière spéciale et citées de quelque façon dans cet article si on veut le laisser en suspens. Tel que rédigé il est très large et "tout autre personne" peut bénéficier d'un vote anticipé.

L'hon. M. GUTHRIE: Lisez les mots qui suivent: "et dont l'emploi ou la profession nécessite, de temps à autre, l'absence de son lieu de résidence ordinaire. . .

L'hon. MACKENZIE KING: De quelle façon allez-vous déterminer cela?

L'hon. M. GUTHRIE (lisant):

Et qui a raison de croire que, par suite d'absence nécessaire de son lieu de résidence dans l'exercice de son emploi ou de sa profession, il sera incapable de voter le jour du scrutin ainsi qu'il est décrété au présent article.

A titre d'exemple, je citerai un cas à mon honorable ami. Dans le cours de l'automne, chaque année, les gens de ma région s'en vont faire la cueillette des pommes dans la zone fruitière et ils sont absents deux ou trois semaines de leurs foyers. Ou encore, prenons le cas des bûcherons, qui s'absentent pendant des semaines et des mois de leurs foyers. Ces gens ne peuvent être classés ni comme des voyageurs de commerce, ni comme des employés de chemin de fer ni comme des marins; cependant, leurs occupations habituelles les obligent à faire de longues absences et ils ont raison de croire qu'ils peuvent être éloignés de leurs foyers à l'époque d'une élection. Il est raisonnable que nous leur permettions de faire une déclaration en conséquence au régistrateur aux fins d'obtenir un certificat leur donnant le droit de voter par anticipation. La déclaration que l'on exige de

[L'hon. M. Guthrie.]

ces gens et le serment qu'ils doivent prêter, cela va sans dire, ne leur laisse guère d'échappatoire. Donc, si vous décidez de limiter ce privilège à certaines catégories d'électeurs en particulier, vous vous exposerez à en priver d'autres y ayant pleinement droit. Toute la question est là.

M. CALDWELL: Quelle sera la surveillance exercée sur ces bureaux de scrutin où les gens voteront par anticipation?

L'hon. M. GUTHRIE: La même que dans un bureau de vote ordinaire. Voici quel sera le fonctionnement des bureaux de cette nature: Plusieurs jours avant l'élection et à des heures irrégulières—ou plutôt à des heures plus tardives que celles pendant lesquelles les bureaux ordinaires sont tenus ouverts—on ouvrira ces bureaux. Un citoyen qui doit s'absenter—et il le sait—à cause de ses occupations à titre d'employé de chemin de fer, de marin ou de voyageur de commerce, pourra s'adresser à l'officier rapporteur et obtenir un certificat attestant que son nom est inscrit sur la liste électorale. Armé de ce certificat, il se rend ensuite à l'un des bureaux ouverts à cet effet où tous les détails sont entrés dans un registre et il peut voter par anticipation. Le bulletin de cet homme est déposé dans une boîte de scrutin en présence d'un sous-officier rapporteur et des scrutateurs tout, comme s'il votait dans un bureau de vote ordinaire. Cependant, du moment qu'il a obtenu un pareil certificat, le nom du votant est rayé de la liste, mais je comprends que cette procédure peut donner lieu à des injustices. Ces jours derniers, une députation d'employés de chemin de fer est venue me rencontrer et les délégués m'ont fait observer que dans leur cas, il peut arriver que la date de leur retour soit incertaine. Or un employé de chemin de fer, après avoir obtenu un certificat lui donnant le droit de voter par anticipation, ne sera peut-être pas en mesure de le faire dans les heures régulières et il peut arriver qu'il soit de retour chez lui à temps pour voter le jour de l'élection pour constater purement et simplement que son nom a été rayé de la liste. Ils m'ont donc prié de leur faire la concession suivante: C'est de leur permettre de voter chez eux dans ce cas, en dépit du fait que leurs noms pourraient être retranchés de la liste électorale, pourvu qu'ils soient en possession du certificat leur conférant le droit de voter par anticipation. Cette demande me paraît être fort raisonnable, de sorte que j'ai l'intention en temps et lieu de proposer un amendement à cet effet. Un